

Préface

Nota : Prêt depuis la fin mars, la publication de ce numéro des Carnets a été retardée suite au confinement et aux conséquences de la crise liée au covid-19. Les Carnets reviendront d'ailleurs sur ce thème dans leur prochain numéro, à la rentrée. Celui-ci est publié en version numérique à ce stade, en espérant vous trouver dans la meilleure forme possible.

Connaissance et reconnaissance. Ainsi peuvent être résumés les enjeux du dialogue avec les sociétés civiles dans notre action diplomatique. Qu'un dossier des *Carnets* leur soit consacré reconnaît justement, si besoin était, la place incontournable qu'elles occupent sur la scène internationale : actives, engagées, innovantes, évolutives, plus ou moins affirmées, elles sont à la fois des capteurs des mutations sociales, des relais des préoccupations des citoyens, et des forces ou des enjeux de mobilisation dont les motivations doivent être analysées dans leur complexité voire leur ambivalence.

C'est bien aussi à une connaissance accrue des sociétés civiles que travaillent les experts du CAPS. La consolidation de ces sociétés, dans le monde arabe mais aussi ailleurs, l'essor des réseaux sociaux qui leur donne une vigueur nouvelle, la place accrue des femmes dans les mouvements citoyens sont des phénomènes que nous devons mieux cerner pour appréhender les sociétés civiles dans la diversité de leur modes d'expression et d'action. Il s'agit également de mieux connaître les défis auxquels ces sociétés font face alors que dans plusieurs pays leurs espaces d'expression sont restreints, souvent au nom de motifs sécuritaires, remettant ainsi en cause leur contribution essentielle à la vitalité de l'espace public et du débat démocratique, ainsi qu'au développement des pays où elles agissent.

Depuis plusieurs années notre action diplomatique œuvre à reconnaître davantage cette contribution essentielle et à la promouvoir comme telle. La COP 21 en 2015, le Forum de Paris sur la Paix qui tiendra sa troisième édition en novembre prochain, le Forum « Génération Égalité » dès que la situation permettra de le tenir, sont des exemples forts de la place importante accordée à la société civile dans les initiatives internationales soutenues par la France.

Mais nous pouvons sans doute aller encore plus loin dans cette dynamique de reconnaissance. Il s'agit de créer les conditions d'une coopération renforcée, fondée sur une compréhension mutuelle de nos rôles respectifs. Dans cette optique, les sociétés civiles ne sont plus seulement les bénéficiaires ou les opérateurs de notre action internationale, mais des partenaires dont nous reconnaissons l'expertise et la capacité de mobilisation propres. C'est certainement dans cette logique que nous parviendrons à élaborer collectivement des réponses pertinentes aux principaux défis auxquels nous faisons face – et à dépasser l'opposition entre peuples et élites que mettent en scène les populismes. C'est aussi la voie d'une diplomatie qui, comme la nôtre, entend rester agile face aux évolutions du monde, et poursuivre sa dynamique d'ouverture et d'inclusion d'une diversité de perspectives.

Le dossier des *Carnets* met en lumière des évolutions majeures qui produisent des rapprochements qu'hier encore, on aurait considérés comme incongrus. Ainsi la question identitaire travaille-t-elle en profondeur les réalités sociales, culturelles et politiques des pays, y compris dans leur rapport au reste du monde. Exploitée et exacerbée par Trump, mais non pas créée par lui, la « tribalisation » de la société américaine, décrite par Maya Kandel dans le premier article, fait écho à l'émergence au Mali d'un nouveau nationalisme qui semble avoir le vent en poupe et que décrit Jean-Pierre Bat dans la deuxième note de ce dossier.

Les sociétés européennes ne sont pas épargnées par ces crispations identitaires. Mais c'est un autre ressort puissant de mutations que la troisième note met en avant : le changement climatique qui appelle une rupture radicale de nos modes de vie. Pour être soutenable, la préservation de l'environnement doit pouvoir être conciliée avec la lutte contre les inégalités. D'où le plaidoyer de Julien Bueb pour l'introduction dans l'agenda international de la « sobriété énergétique »

dont il décline de façons variées et à différents échelons les manières dont elle pourrait être mise en œuvre conjointement par les gouvernements et les citoyens.

La perspective de ces changements nécessaires et pressants de nos modes de vie exacerbe les craintes quant à la pérennité de nos modèles sociaux respectifs (en matière de santé, de chômage, de retraite...) et plus généralement du modèle social européen dans son ensemble. Ces craintes alimentent les réflexes de repli et se cristallisent sur les risques que feraient courir des politiques trop ouvertes, par exemple en matière d'immigration. Mais la remise en cause du régime international de protection des réfugiés est-elle culturelle (identitaire) ou politique (géopolitique) ? Caroline Gondaud remet en cause la théorie du « *welfare chauvinism* » et fait ressortir les « impensés » de la politique européenne en s'appuyant sur les travaux de chercheurs suédois. Elle montre que la relation entre Etat-providence et ouverture aux migrants doit prendre en compte les divergences plus ou moins grandes entre les politiques relevant de l'immigration de travail et celles relevant de l'asile ainsi que le contexte économique et international (et non seulement national). Un signe de plus que l'impact de la géopolitique sur les sociétés, souvent sous-estimé, devrait être davantage pris en compte.

A contrario, l'impact des sociétés civiles sur le cours de la géopolitique est d'autant plus manifeste quand ce sont des régimes politiques que l'on croyait indéboulonnables qui s'effondrent ou sont ébranlés face à la colère de la rue. Gurvan Le Bras y voit l'occasion inespérée pour renforcer notre politique en direction des sociétés civiles, en associant l'ensemble des acteurs de notre coopération, y compris les collectivités territoriales, le secteur privé et la recherche, dans la perspective d'un livre blanc sur la société civile au Maghreb qui contribuerait à un renouveau de l'approche européenne.

La société chinoise à l'inverse est de plus en plus surveillée par l'Etat, avec un contrôle qui s'étend, comme l'explique la note de lecture que nous propose Bernard Lelarge, aux membres de la diaspora chinoise, sommés de devenir des auxiliaires de la propagande du régime. Pourtant, malgré la réduction des petits espaces de liberté qui s'étaient ouverts à la marge dans la recherche historique, le cinéma, les actions juridiques, ou le journalisme d'investigation sur internet, une forme de pluralité subsiste, en mode mineur. Ces opinions justement s'immergent au sein

de la société chinoise, « au milieu du peuple », et réhabilitent ainsi les préoccupations personnelles et la défense des droits privés face à l'Etat comme aux opérateurs économiques.

Le dossier, sans être exhaustif, se clôt en Afrique, en revenant sur la place que le « modèle ougandais » accorde aux réfugiés, tant il est vrai que la vitalité et la nature d'une société se lit aussi au prisme de son rapport à ceux qui viennent de l'extérieur.

La question des réfugiés, cette fois-ci ceux d'origine syrienne, envers qui les pays européens auront fait preuve d'une hospitalité très limitée, revient dans un article des varia pour comparer leur situation au Liban et en Jordanie, les obstacles au retour en Syrie et la préoccupante montée du nombre d'apatrides.

Les autres contributions des varia abordent des sujets très divers, à l'image de la richesse des thématiques couvertes par le CAPS. Outre une contribution dans laquelle je présente les ambitions que pourrait suivre l'Alliance pour le multilatéralisme, qui aura besoin d'une stratégie claire et forte pour constituer le ferment d'un renouvellement du multilatéralisme, Louis Blin se penche sur une ambition d'une toute autre nature : celle que nourrit Mohammed ben Salmane en mer Rouge au travers d'un projet pharaonique qui ferait de cette zone un nouvel enjeu géopolitique majeur. L'Indopacifique est lui déjà un enjeu géopolitique établi : Frédéric Grare revient sur cette notion qui s'est construite en réponse aux ambitions de la Chine et à l'exacerbation de la rivalité sino-américaine, et qui se décline en autant de versions qu'il y a de pays concernés.

Les *varia* reviennent enfin sur les enjeux d'un espace beaucoup plus proche de nous, partie intégrante de l'Europe et dont les pays aspirent toujours à intégrer l'Union européenne : les Balkans occidentaux que Pierre Miquel, en tant qu'ancien directeur en charge de l'élargissement de la Commission européenne de 2001 à 2013, connaît parfaitement et qui, en l'absence de perspective d'adhésion proche, rendent d'autant plus nécessaire un rôle plus actif et une approche plus audacieuse de l'UE.

La note exhumée des archives du CAPS nous fait remonter à 1992 et à l'essor des théories économiques « néoprotectionnistes » auxquelles

l'entourage de Bill Clinton avait déjà prêté attention, mais qui ont trouvé chez Trump une nouvelle actualité.

Cette livraison des *Carnets*, particulièrement riche et variée, est enfin l'occasion de célébrer les 30 ans du programme d'invitation des personnalités d'avenir (PIPA). Un bilan documenté par Gilles Petit de la Villéon permet de mesurer la pertinence et son évolution. Et Cécile Ondo Abeng, à partir de la seconde invitation de groupe sur le thème égalité femmes-hommes, dans le cadre du PIPA, dégage des perspectives d'action pour promouvoir l'appropriation de cet enjeu crucial par l'ensemble de la société, y compris les hommes en tant qu'« alliés de l'égalité ». Ce faisant, elle montre comment un outil conçu pour mieux « connaître et reconnaître » la société civile sert aussi à construire des ponts et mieux travailler avec elle, sur un sujet qui est bien l'affaire de tous.

Bonne lecture.

Manuel Lafont Rapnouil, directeur du CAPS

